

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Afrique de l'Est et de l'Océan Indien

Semaine du 11 août au 22 août 2025

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE NAIROBI

EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ÉCONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION

(ADDIS ABEBA, DAR ES SALAM, KAMPALA, TANANARIVE)

Faits marquants

- ❖ **Régional** : Début des travaux du projet de SGR transfrontalier entre la Tanzanie et le Burundi
- ❖ **Éthiopie** : La BAD signe un accord de financement pour le projet d'aéroport de Bishoftu
- ❖ **Rwanda** : L'inflation baisse en juillet, pour la 1^{ère} fois depuis 6 mois

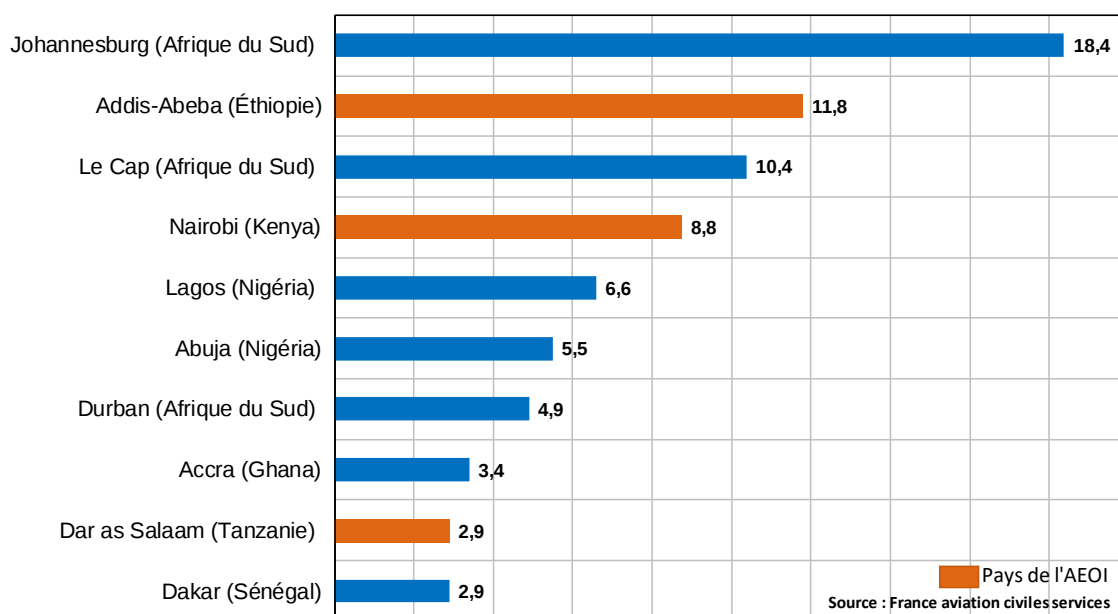
LE CHIFFRE À RETENIR

10 Md USD

ÉTHIOPIE : LE COÛT RÉVISÉ DU
PROJET D'AÉROPORT DE
BISHOFTU

Le graphique de la semaine

Afrique subsaharienne : classement des aéroports les plus fréquentés
- en millions de passagers, en 2024 -



En 2024, les aéroports sud-africains et nigériens concentrent l'essentiel du trafic en Afrique subsaharienne, avec respectivement près de 34 millions et 12 millions de passagers. L'Afrique de l'Est se distingue toutefois par trois hubs majeurs – Addis-Abeba, Nairobi et dans une moindre mesure Dar es Salaam – qui totalisent plus de 23 millions de voyageurs. Dans une région où le trafic devrait doubler d'ici 2040, les projets de Bishoftu (Éthiopie) et Bugesera (Rwanda) illustrent l'ambition de renforcer l'offre aéroportuaire et de positionner l'Afrique de l'Est comme un futur centre stratégique du transport aérien continental.

REGIONAL

Début des travaux du projet de SGR transfrontalier entre la Tanzanie et le Burundi

Le 16 août 2025, le Premier ministre tanzanien, Kassim Majaliwa, et le Président burundais, Évariste Ndayishimiye, ont posé la première pierre du chantier projet de ligne ferroviaire moderne (SGR) de 282 km, marquant ainsi le lancement des travaux du premier chemin de fer moderne reliant Uvinza (Tanzanie) à Musongati (Burundi). Lancé en 2022 et évalué à 2,15 Md USD, ce projet s'étendra de Musongati, au sud-est du Burundi, via Kasulu en Tanzanie, jusqu'à Uvinza (Kigoma), où elle se connectera à la ligne principale en cours de construction Kigoma-Tabora. Le financement du projet sera assuré par la Banque africaine de développement (BAD) et la banque tanzanienne CRDB, tandis que la construction sera réalisée par le China Railway Engineering Group et le China Railway Engineering Design and Consulting. La durée des travaux est estimée à six ans. A terme, ce projet deviendra le premier SGR transfrontalier d'Afrique de l'Est et s'inscrit dans le cadre du développement des exploitations de gisements de nickel (estimés parmi les dix plus importantes au monde) de Musongati, ainsi que ceux de lithium et de cobalt du Burundi.

COMORES

Objectif de renforcement du partenariat stratégique sino-comorien du nouvel ambassadeur chinois

Lors de la présentation de ses lettres de créance au Président Azali le nouvel ambassadeur chinois au Comores, Huang Zheng, a notamment rappelé que cette année marque le 50^e anniversaire des relations diplomatiques sino-comoriennes et la 1^{re} année du partenariat bilatéral stratégique porté par les deux chefs d'État. Le nouvel ambassadeur a indiqué qu'il poursuivra son soutien dans les secteurs des infrastructures, de la santé, de l'éducation, de l'agriculture et du développement économique, et soutiendra également la valorisation des atouts géographiques et maritimes du pays. Le conseiller diplomatique du chef de l'État comorien, Djaé Ahamada Chanfi, a par ailleurs souligné le soutien de la Chine au retour de Mayotte.

ÉTHIOPIE

Chute continue du taux de prélèvement fiscal

D'après une étude menée conjointement par le ministère des Finances et l'Institut des études fiscales et financée par le Royaume-Uni, le taux de prélèvement fiscal (taxe/PIB) a connu une chute sans précédent depuis 10 ans (7,5% en 2024, contre 12,4% en 2014). Il s'agit de l'un des plus faibles taux de pression fiscale en Afrique sub-saharienne. L'étude attribue cette diminution à la baisse de la contribution de la TVA de -2 points de pourcentage (pp), des droits de douane et de la surtaxe de -1,1 pp, de l'impôt sur le revenu des entreprises de -0,7 pp et de l'impôt sur le revenu des salariés de -0,4 pp. En outre, des facteurs structurels tels que la dépendance de l'économie à l'agriculture, un secteur industriel peu développé et une faible urbanisation (env. 20 %) contribuent à hauteur de -2,2 pp à cette baisse. La dégradation de la conformité (secteur informel représentant 80 %) et les faibles performances administratives des services collectant les taxes expliquent quant à eux une perte de -1,2 pp. Si l'étude recommande un passage de la TVA de 15% à 17,5%, soit le taux médian de la région, le gouvernement a rejeté cette proposition afin de protéger le pouvoir d'achat des ménages à faibles revenus.

Suppression progressive du minage de données

L'électricien national éthiopien (EEP) a annoncé la cessation de la délivrance de nouveaux permis pour les entreprises de minage de données (*data mining*). Les entreprises actives dans le secteur devront modifier leur modèle économique ou se retirer du marché dans les années à venir. Bien que les sociétés de minage de données soient d'importantes contributrices au revenu de l'EEP avec 220 M USD généré en 2024/2025 (soit 39 % de son revenu), l'EEP souhaite prioriser l'industrie et les ménages. D'après l'entreprise d'État, le minage de données est un important consommateur d'électricité mais reste un faible contributeur à la création d'emplois et à la croissance économique. Or, ceci va à l'encontre des valeurs de l'EEP qui tient à soutenir le développement industriel et social du pays. L'ouverture initiale du secteur aux investisseurs était une décision stratégique visant à générer des devises

étrangères pour soutenir certains projets. Malgré cette annonce, EEP s'attend à recevoir 109 M USD du secteur pour l'année fiscale 2025/26.

La BAD signe un accord de financement pour le projet d'aéroport de Bishoftu

La Banque africaine de développement (BAD) et le Premier ministre éthiopien Abiy Ahmed ont signé, le 11 août 2025, un accord officialisant le rôle d'arrangeur financier principal de la BAD pour le futur aéroport international de Bishoftu. Initialement estimé à 7,8 Md USD, le coût du projet s'élèverait désormais à près de 10 Md USD selon les derniers plans du consultant Dar Al-Handasah. Ethiopian Airlines contribuera à hauteur de 20 % grâce à ses fonds propres, le reste étant recherché auprès de bailleurs internationaux. La compagnie a déjà investi 30 Md ETB (soit 180 M EUR) dans les travaux préparatoires. Présentée par la BAD comme une initiative phare pour le continent, cette infrastructure renforcera également son portefeuille d'investissements en Éthiopie, actuellement de 1,2 Md USD dans les secteurs de l'énergie, de l'agriculture et des infrastructures.

KENYA

Nouvelle baisse du taux directeur, à 9,50 %

Le Comité de politique monétaire (PMC) de la Banque centrale du Kenya, a décidé, le 12 août, de baisser une nouvelle fois son taux directeur, de -25 points de base. Il s'agit de la septième baisse consécutive depuis novembre 2024. Le taux directeur s'élève désormais à 9,50 % (contre 13,0 % en août 2024), soit un point bas depuis mars 2023. Le PMC anticipe que l'inflation (+4,1 % en juillet 2024) devrait rester sous la cible d'inflation (5,0 % $\pm$ 2,5 pts), grâce à une stabilité attendue des prix de l'énergie et de la baisse de l'inflation alimentaire. D'après le PMC, les anticipations d'inflation seraient bien ancrées dans la fourchette cible à court terme.

L'indice PMI baisse à nouveau en juillet, bien en deça du seuil de récession

L'indice des directeurs d'achat (PMI – Purchasing Managers Index), publié par Stanbic Bank, est un indicateur avancé de l'activité économique. Allant de 0 à 100, l'indice indique une expansion de l'activité lorsqu'il se situe au-dessus de 50 et une

récession lorsqu'il se situe en deçà. Depuis mai, l'indice PMI au Kenya se situe sous le seuil d'expansion, illustrant un ralentissement de l'activité. En juillet, l'indice a de nouveau baissé, pour le 3^e mois consécutif, à 46,8 (après 48,6 en juin). Cette baisse est attribuable à une diminution des commandes, aux perturbations liées aux manifestations et à l'inflation accrue des coûts des intrants, alimentée par la hausse des prix des carburants. Le ralentissement a entraîné une baisse marquée des achats d'intrants et une légère diminution des stocks, bien que les effectifs soient restés stables. Ce recul a surtout touché les secteurs manufacturiers et des services, contrastant avec la hausse de la production dans l'agriculture, la construction et le commerce. Néanmoins, la confiance des entreprises s'est renforcée, atteignant son plus haut niveau en 15 mois.

Le Trésor empêche aux entreprises et ménages l'utilisation des remboursements d'impôts

Le Trésor kényan (NT) a empêché l'Autorité fiscale du Kenya (KRA) de mettre en œuvre une disposition de la loi de Finances 2025/26 qui auraient permis aux entreprises et aux particuliers de compenser leurs impôts avec les remboursements d'impôts trop versés, afin d'alléger les pressions sur la trésorerie. Le NT a estimé qu'il modifiait irrégulièrement la loi et contrevenait à la réglementation douanière de la Communauté d'Afrique de l'Est. Le ministère a averti que la mesure, notamment sur la TVA à l'importation, risquait de fragiliser les recettes. Le Trésor a également expliqué que l'amendement avait été adopté sans consultation préalable sur ses implications budgétaires ou sa mise en œuvre. Il a souligné que le blocage vise à protéger les recettes douanières, essentielles pour l'État, qui ont dépassées les objectifs fixés et représentant 37,9 % des recettes publiques.

MADAGASCAR

Octroi de 60 M USD des EAU pour la 2^e phase de la première autoroute malgache

Lors de l'inauguration du premier tronçon de l'autoroute AR1 (8 km entre Ambodifasina et Ambohimanga), le président Rajoelina a annoncé une contribution de 60 M USD du Fonds de développement d'Abu Dhabi. L'annonce, faite en

marge du 43e Sommet de la SADC à Tananarive, rappelle qu'il reste 252 km à financer pour relier Tamatave. Le chef de l'État a également salué l'efficacité de la coopération Sud-Sud avec la société égyptienne chargée des travaux.

UGANDA

Maintien du taux directeur et inversion de la courbe des taux

Le 12 août dernier, le Comité de politique monétaire (MPC) de la Banque centrale (BoU) a décidé de maintenir le taux directeur à 9,75 %, niveau inchangé depuis le 7 octobre 2024, dans un contexte mondial marqué par l'incertitude économique et les tensions commerciales. Parallèlement, l'introduction du premier bon du Trésor à 25 ans a surpris les marchés : le rendement a été fixé à 16,0 %, inférieur aux taux des maturités plus courtes (17,5–17,9 %), inversant la courbe des taux. Malgré une forte demande (851,1 Md UGX), la BoU n'a alloué que 57,2 Md US\$, privilégiant une gestion prudente de la dette. Ces décisions visent à préserver la stabilité financière, contenir l'inflation et consolider la crédibilité monétaire.

Les PMI sont en légère baisse, mais la dynamique du secteur privé reste encourageante

L'indice PMI (cf. explication dans les brèves Kenya) s'est inscrit en baisse en juillet (53,6, après 55,6 en juin), indiquant un léger ralentissement de l'activité, bien qu'encore dynamique. La demande soutenue a encouragé les entreprises à accroître leurs achats et à renforcer leurs effectifs, hors secteur manufacturier. Les carnets de commandes ont progressé pour la première fois depuis décembre 2024, tandis que la confiance dans les perspectives de production a favorisé la constitution de stocks. Cependant, les pressions inflationnistes persistent, alimentées par la hausse des prix des intrants — énergie, carburants, bois, céréales — et des salaires, entraînant une nouvelle hausse des prix de vente, à l'exception du secteur de la construction. Malgré ce contexte, la confiance des entreprises reste élevée, soutenue par des perspectives de demande favorables, laissant entrevoir la poursuite d'une dynamique de croissance à court terme.

Le pays consolide sa 2^e place de producteur et exportateur africain de café

Les exportations de café de l'Ouganda ont atteint 2,2 Md USD au cours de l'année fiscale 2024/25, en très forte hausse (+94 % par rapport à l'année fiscale précédente). Cette performance s'explique par des conditions climatiques favorables et des prix internationaux élevés. La production reste dominée par le Robusta (85 % du total), dont le prix a progressé de +33 % (soit 5,42 USD/kg), tandis que l'Arabica (15 %) a bondi de près de +80 % (11,42 USD/kg) en raison des tensions d'offre au Brésil et au Vietnam. Parallèlement, l'Ouganda doit se conformer au règlement européen EUDR, qui interdit la commercialisation de produits liés à la déforestation. La date limite est fixée au 30 décembre 2025 pour les grandes entreprises et au 30 juin 2026 pour les petites. Le ministère de l'Agriculture a déjà enregistré 1,5 M de producteurs sur les 2,8 millions, visant la couverture des 126 districts caféiers d'ici octobre, mais la sensibilisation reste jugée insuffisante.

RWANDA

L'inflation baisse en juillet, pour la 1^{ère} fois depuis 6 mois

Après une forte baisse de l'inflation en 2024, des tensions inflationnistes ont réapparues début 2025 en raison d'une hausse des prix alimentaires. En juin 2025, l'inflation a atteint +8,3 % (après +3,8 en février 2025). En juillet, après cinq mois de hausses continues, l'inflation a diminué, à +7,2 %. Cette baisse s'explique par un ralentissement des prix alimentaires (+6,5 %, après +10,7 % en juin), en particulier en raison des prix des légumes (-2,0 %, après +4,3 % en juin). L'inflation a également baissé dans les secteurs du logement (+2,3 % après +2,6 %) et de l'habillement et des chaussures (+6,2 % après +6,6 %). Néanmoins, l'inflation a augmenté dans plusieurs catégories, notamment les transports (+5,6 % après +3,6 %) et restaurants et hôtels (+17,6 % après +15,9 %).

SOMALIE

Crise d'eau potable à la suite de la réduction de l'aide humanitaire

Le Conseil norvégien pour les réfugiés (NRC) a annoncé, dans un rapport publié le 18 août, que 300 000 personnes ont perdu l'accès à l'eau potable en raison des coupes dans les financements humanitaires et de la sécheresse. Le NRC a alerté que cette situation pourrait entraîner une crise sanitaire et économique majeure. Le rapport précise que les programmes d'eau et d'assainissement ne sont financés qu'à hauteur de 12 %, forçant les agences à réduire de trois quarts leurs opérations. Cette situation ajoute une charge financière supplémentaire pour les foyers somaliens en raison de l'augmentation du prix de l'eau qui est passé de 70 USD à 130 USD pour 10 000 litres. En outre, selon le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA), plus de 130 puits sont asséchés, privant d'eau environ 800 000 personnes au Puntland et 600 000 au Somaliland.

SOUDAN DU SUD

Signature d'un protocole d'accord avec la Banque centrale des EAU

Le Soudan du Sud et les Émirats arabes unis (EAU) viennent de signer un protocole d'accord stratégique visant à renforcer la coopération financière et économique. L'accord, conclu entre les banques centrales des deux pays, prévoit notamment l'impression sécurisée de billets, la mise en place d'un système national de cartes de paiement, l'innovation dans les paiements et le renforcement des capacités techniques. Il s'inscrit dans la continuité des relations bilatérales consolidées par les visites du président Salva Kiir aux EAU. Présenté comme un tournant pour l'économie sud-soudanaise, il marque la volonté du pays de diversifier ses revenus au-delà du pétrole, de moderniser son système bancaire et de s'inscrire dans une dynamique de coopération régionale et internationale.

SEYCHELLES

Le président confirme sa candidature à la prochaine présidentielle

Le président seychellois sortant, Pavel Wavel Ramkalawan a confirmé le 19 août qu'il sera candidat à la présidentielle prévue en septembre 2025, qui se tiendra en même temps que les élections législatives. Il s'agit d'un mandat de cinq ans renouvelables une fois. En 2020, le président seychellois avait remporté les élections dès le premier tour, devenant le premier dirigeant issu d'un parti autre que l'ancien parti unique, aujourd'hui Seychelles unies.

TANZANIE

L'économie évolue rapidement vers les paiements électroniques

Selon le rapport annuel 2024 de la Banque de Tanzanie (BoT), le pays a amorcé une transition rapide vers une économie sans espèces, portée par le développement du paiement dématérialisé. Les abonnements actifs (*Active mobile-money users*) ont augmenté de +22 %, passant de 51 M en 2023 à plus de 63 M en 2024, avec 6,4 Md de transactions totalisant 77,3 M USD. Le Système de Paiement Instantané tanzanien (TIPS) a presque doublé son activité, atteignant 452 M de transactions pour 11,5 M USD. L'adoption des paiements numériques par les commerçants dépasse 1,3 M, tandis que les points de vente (POS) et le e-banking connaissent une forte croissance à deux chiffres. À l'inverse, l'utilisation des chèques et les transactions aux distributeurs automatiques ont diminué, reflétant une dépendance réduite aux méthodes traditionnelles. Le gouverneur de la BoT, M. Emmanuel Tutuba, a indiqué que la Banque continuerait de sensibiliser le public, de protéger les consommateurs et de promouvoir l'innovation numérique, tout en garantissant l'accessibilité financière, la conformité et une infrastructure de paiement performante.